

La violence des stratégies de contrôle des populations étrangères

Critique de la criminalisation migratoire et de la production de frontières

Guillermo Castillo Ramírez

mardi 6 février 2024, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#), [Guillermo Castillo Ramírez](#)

20 décembre 2023.

Conséquence du développement du capitalisme néolibéral et du déploiement de la globalisation, les migrations forcées internationales se sont accrues et sont à l'origine d'inégalités croissantes et de différences de niveaux de développement socio-économique entre les pays de destination du nord global et les États-nations d'origine du sud. Actuellement on estime à près de 280 millions le nombre de migrants au niveau international qui représentent un peu plus de 3% de la population mondiale.

Il est évident que ces migrations sont la conséquence de processus macro-structurels tels que l'absence de conditions matérielles d'existence propres (travail, salaires et sécurité) qui engendrent les contextes d'expulsion dans les pays d'origine ainsi que la demande croissante de main d'œuvre (travailleurs migrants) dans les États nationaux de destination (ayant des économies à hauts revenus et situés dans le nord global). Cependant les migrations doivent être vues aussi comme des actions en réponse à l'adversité chez les populations précarisées et en situation d'exclusion sociale : populations qui ont recours à la migration comme stratégie pour améliorer leurs conditions de vie et comme une forme d'agence socio-politique au delà de l'État-nation d'origine.

Depuis des années, dans divers pays du nord global et différentes régions du globe, l'instauration par les États de la criminalisation et de la « fermetures des frontières » a augmenté et est devenu un des principaux dispositifs de contention des migrations. Ces manœuvres de criminalisation se sont appuyées sur la création fictionnelle de la figure du migrant comme « transgresseur délibéré de la loi » et de processus juridiques et administratifs. Une expression renforcée de cela a été la « politique de tolérance zéro » drastique et inhumaine que Trump a appliquée envers les migrants de l'Amérique centrale et du Mexique.

Dans les faits, ces visions stigmatisantes et criminalisantes déforment le processus social des migrations et violent ouvertement et explicitement les droits humains des populations étrangères exclues et non régularisées. Elles omettent également, et de façon hypocrite, de reconnaître que les migrants fuient les conditions de vie très difficiles de leurs lieux d'origine (situations dont ils ne sont pas à l'origine et qu'ils ne peuvent changer).

Ils ne considèrent pas non plus que les contextes adverses d'expulsion d'où s'extraient ces migrants pour une bonne part ont été créés et déterminés par l'ingérence des pays du nord global dans les régions d'origine des migrations. Tel est le cas, par exemple, de l'interventionnisme états-unien (des XXe et XXIe siècles) dans le nord de l'Amérique centrale.

Ces processus d'intervention géopolitiques ont engendré des conditions d'inégalité, de pauvreté, de précarité sociale et matérielle, d'instabilité politique et d'insécurité que fuient annuellement et de façon forcée des milliers de honduriens, de guatémaltèques et de salvadoriens en direction des États-Unis.

Traduction française de **Françoise Couédel**.